



Voltic Togo. Ne dites plus non, dites Voltic.

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

France

Le marché automobile français plonge en octobre

Le ralentissement de l'activité économique couplé à la pénurie de semi-conducteurs se fait ressentir ... • (Page 08)

Chine

Pékin presse le patron d'Evergrande de régler l'ardoise

Pékin a demandé au patron du mastodonte immobilier, ... • (Page 08)



Accompagnement des entreprises appartenant à des femmes • (Page 03)

Des distinctions pour Ellever par Ecobank



• Josephine Anan-Ankomah, Directrice de la Banque Commerciale du Groupe Ecobank

Togo / Gouvernance locale • (Page 04)

Réhabilitation de 10 bâtiments administratifs communaux

Semaine africaine du pétrole

Des discussions sur l'inclusion au secteur de l'énergie

Dans le cadre de l'organisation des séances de ... • (Page 02)

Anti Covid-19 au Togo

Réception de 475 200 doses du vaccin Johnson & Johnson

Déterminé à protéger sa population contre la covid-19, le gouvernement togolais poursuit la mobilisation des ... • (Page 04)

Notation

Moody's confirme la notation AAA de la BAD

Moody's Investors Service (« Moody's ») a confirmé la notation à long terme Aaa de l'émetteur à long terme et la ... • (Page 06)

Education au Togo

46 véhicules pick-up à la disposition des directions régionales

En vue de renforcer les capacités opérationnelles des ... • (Page 11)



**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Semaine africaine du pétrole

Des discussions sur l'inclusion au secteur de l'énergie

Dans le cadre de l'organisation des séances de discussions intitulées « AOW Accelerates : Diversité et inclusion », les entités organisatrices de la semaine africaine du pétrole (www.Africa-OilWeek.com), en son édition de l'an 2021, ont uni leurs forces à Lean in Energy (LIEN) tout en entendant promouvoir les pratiques encourageant l'inspiration d'une plus grande parité entre les sexes, notamment en faveur des femmes, dans les futurs environnements du travail relevant du secteur de l'énergie. La présente initiative examinera le rôle assumé par la diversité et l'inclusion aux termes de la transition énergétique en Afrique.



• Cynthia Lumor, Deputy Managing Director, Tullow Ghana

• Junior AREDOLO

À fin de promouvoir et encourager les générations futures relevant des femmes dirigeantes qui travailleront au secteur de l'énergie, la semaine internationale du pétrole 2021 entend faciliter la tenue de discussions essentielles au cours desquelles ces femmes auront l'opportunité de partager leurs contributions et apports relevant de ce secteur, tout en abordant les perspectives différentes exprimées par leurs collègues masculins. Ainsi, les parties prenantes inciteront la tenue d'un dialogue évolutif portant sur les questions relevant de l'égalité au niveau de la chaîne de valeur énergétique en Afrique, tout comme elles participeront à des discussions et conversations visant à remettre des recommandations sur les directions à adopter dans le cadre de permettre une plus grande participation des femmes dans le secteur de l'énergie. Lamé

VERRE, la co-présidente des affaires de l'Europe et la région de l'Afrique subsaharienne à Lean in Energy (LIEN), a annoncé : « La mission de LIEN entend promouvoir et encourager les femmes et les alliés du secteur de l'énergie, ainsi que les parties intéressées en ce secteur, afin qu'ils puissent réaliser leurs ambitions et attentes grâce à l'encadrement entre homologues, les contributions de la communauté, la sensibilisation du public, l'éducation, et la revendication. Ainsi, notre partenariat avec les entités organisatrices de la semaine africaine du pétrole offrira une plateforme de collaboration permettant aux deux parties d'influencer la plus grande partie de l'audience concernée. En outre, en unissant nos forces, nous voulons élever les voix des femmes tout en assurant qu'elles soient entendues dans le cadre la prise de décisions relevant de questions clés et ce, en les équipant des outils essentiels à la réalisation de la transition énergétique à l'échelle mon-

diale et l'exécution d'une politique de faible émission de carbone. Alors que le monde s'apprête à accélérer la réalisation de la transition énergétique et l'exécution d'une politique de faible émission de carbone, l'inspiration d'une plus grande diversité, égalité, et inclusion forme un élément bien important dans ce cadre-ci. Ainsi, le cas est dorénavant devenu bien clair alors que le manque au niveau de la main-d'œuvre devient de plus en évident. Toutefois, il serait nécessaire de noter que le continent africain connaît aujourd'hui un grand changement grâce aux découvertes, l'évolution des tendances relevant des secteurs concernés, le choix et l'adoption de solutions portant sur l'énergie renouvelable, et les innovations technologiques. La disponibilité d'une main-d'œuvre est devenue donc nécessaire. Ceci dit, les femmes auront à assumer un rôle fondamental en ce qui concerne la contribution au développement réussi du secteur de l'énergie.

AUX DECIDEURS...

Changement climatique et financement

En 2009, les pays les plus riches du monde se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars américains par an d'ici 2020 pour aider les pays en développement à faire face au changement climatique. Le financement serait utilisé pour s'adapter aux impacts du changement climatique et réduire ou prévenir les émissions.

Les pays les plus pauvres du monde devraient être les plus durement touchés par les changements climatiques extrêmes tels que les sécheresses, les inondations et les cyclones. Et les pays africains sont parmi les plus vulnérables à ces impacts sur la sécurité alimentaire, la santé, les économies et les écosystèmes. Par exemple, les projections de perte de rendement des cultures sont plus importantes pour les régions tropicales d'Afrique. Et les populations les plus pauvres d'Afrique subsaharienne sont les plus exposées au risque de malnutrition.

Dans le même temps, les contributions de l'Afrique aux émissions de gaz à effet de serre provoquant le réchauffement climatique sont parmi les plus faibles au monde. Sans soutien financier, le changement climatique devrait plonger des dizaines de millions d'Africains supplémentaires dans l'extrême pauvreté d'ici 2030.

Une recherche, basée sur les données de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a suivi le financement de l'adaptation aux pays africains de 2014 à 2018. Le financement provenait des gouvernements des pays riches et des banques de développement. Le travail est important car il n'y a pas eu de cartographie approfondie du financement climatique en Afrique à ce jour.

Il a été identifié cinq manières dont le financement pour l'adaptation au changement climatique en Afrique est insuffisant. Ce sont : la quantité ; variation entre les pays ; négligence de certains secteurs ; difficulté à dépenser des fonds et à s'endetter. Le financement de l'adaptation ne correspond pas aux besoins. Environ 5 \$ US par an, par personne. C'est à cela que s'élevait le financement de l'adaptation pour chaque Africain entre 2014 et 2018, pour un total de moins de 5,5 milliards de dollars US par an.

Les gouvernements africains estiment qu'ils auront besoin d'au moins 7,4 milliards de dollars par an d'ici 2020. Ils s'attendent également à ce qu'ils en aient besoin de beaucoup plus à mesure que le monde se réchauffe, atteignant des dizaines de milliards de dollars par an d'ici 2050.

Les bailleurs de fonds n'ont pas ciblé stratégiquement le financement de l'adaptation sur les pays africains les plus vulnérables. Les niveaux de financement par habitant sont presque les mêmes pour les pays les moins avancés et les pays plus développés.

Mais l'argent doit également aller à des secteurs tels que l'éducation, la santé et la biodiversité et avoir l'égalité des sexes comme objectif principal. Les personnes en bonne santé et instruites sont plus résilientes aux chocs climatiques, à la fois socialement et économiquement. Et des écosystèmes naturels sains réduisent les risques climatiques directs et indirects. Les programmes financés qui autonomisent les femmes et tiennent compte des besoins et des priorités uniques des femmes et des hommes se sont avérés plus efficaces.

Nous devons nous assurer que le financement fait ce qu'il est censé faire une fois qu'il atteint les pays pauvres, au lieu d'avoir des impacts négatifs comme le suggèrent certaines publications. Mais nos recherches montrent que la plupart n'atteint même pas les pays. Seuls 46 % des financements d'adaptation engagés en Afrique ont été effectivement décaissés.

Le financement climatique est probablement la plus grande clé - ou obstacle - au succès de la prochaine conférence des Nations Unies sur le climat COP26 à Glasgow en 2021. L'OCDE a constaté que la promesse de 100 milliards de dollars par an pour les pays en développement d'ici 2020 a manqué de 20 milliards de dollars. Mais nos recherches suggèrent que le financement climatique est plus qu'un simple chiffre global. L'argent doit correspondre aux besoins, en termes de montant et d'objectif. Il doit aller dans tous les secteurs où il est nécessaire de mettre les gens dans une meilleure position pour faire face aux impacts du changement climatique.

Les bailleurs de fonds et les bénéficiaires doivent identifier et résoudre les problèmes qui empêchent l'argent de réellement faire la différence sur le terrain. Et les bailleurs de fonds doivent reconsidérer la qualité du financement, en particulier s'il est fourni sous une forme juste et efficace.

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km ²	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Accompagnement des entreprises appartenant à des femmes

Des distinctions pour Ellever par Ecobank

Le programme *Ellever par Ecobank* continue de se distinguer. Le 29 octobre 2021, le groupe bancaire panafricain a annoncé trois prix remportés par le programme *Ellever par Ecobank*.

• Joël YANCLO

Le Groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain, a remporté deux prix pour son programme « Ellever ». La Financial Alliance for Women a décerné à Ecobank le 'Prix de l'impact', qui récompense le soutien apporté aux entreprises dirigées par des femmes et axées sur les femmes sur le continent. Le programme « Ellever par Ecobank » a également reçu le prix du 'Meilleur lancement de nouveau produit de l'année' lors des Middle East & Africa Retail Banking Innovation Awards. En outre, The Digital Banker a remis à Ecobank le prix 'Excellence dans les services bancaires aux PME' lors de sa cérémonie. Josephine Anan-Ankomah, Directrice de la Banque Commerciale du Groupe Ecobank, a souligné dans un communiqué de presse que, « Ellever par Ecobank, destiné aux entreprises appartenant à des femmes, dirigées par des femmes ou axées sur les femmes, va au-delà des attentes de ces entrepreneures traditionnellement mal aidées qui ont tant à offrir au développement commercial et économique de l'Afrique. Les trois prix remportés en un mois seulement soulignent le succès du positionnement de Ecobank en tant que banque panafricaine pour les PME grâce à sa gamme complète de solutions dédiées. Ces distinctions viennent s'ajouter à notre récent titre de 'Banque africaine de l'année 2021 pour les PME' décerné lors des Trophées African Banker ». « L'Afrique compte l'un des plus forts taux de femmes entrepreneures au monde, avec une femme sur

quatre qui crée ou dirige une entreprise. Le programme « Ellever par Ecobank », spécialement conçu pour les femmes, facilite l'innovation et la réussite des entreprises féminines en leur apportant des solutions financières et non financières sur mesure qui répondent à l'évolution de leurs besoins. Ellever propose notamment des financements avec garanties réduites, une gestion de trésorerie efficace, un meilleur accès aux marchés grâce au développement d'une présence en ligne en partenariat avec Google My Business, des programmes de formation au leadership et des opportunités de mise en réseau », a-t-elle précisé.

Déjà 52,5 millions de dollars EU de prêts accordés

Depuis son lancement en novembre 2020, Ellever a accompagné des milliers de nouvelles entreprises féminines, accordé des prêts totalisant 52,5 millions de dollars EU et attiré 125 millions de dollars EU de dépôts. D'autres initiatives récentes mises en oeuvre par Ecobank pour soutenir les PME comprennent entre autres un programme de formation au financement des MPME en partenariat avec l'AUDANEPAD ; la collaboration avec la Banque africaine de développement sur le Fonds vert pour le climat AFAWA, qui a permis d'améliorer l'accès au financement et de renforcer les capacités de 400 MPME féminines dans le domaine de l'agroalimentaire, en finançant des activités résistantes au climat pendant 14 ans ; le lancement de la solution de commerce élec-



• Josephine Anan-Ankomah, Directrice de la Banque Commerciale du Groupe Ecobank,

tronique Ecobank pour faciliter la mise en place d'une boutique en ligne dédiée et unique grâce à laquelle les PME clientes peuvent élargir leur accès aux marchés en vendant leurs produits et services en ligne ; un partenariat avec Microsoft dans le cadre de la Global Skilling Initiative afin de doter les PME d'Afrique subsaharienne des compétences et des connaissances nécessaires pour tirer parti des outils numériques et atteindre leurs objectifs commerciaux dans un monde de plus en plus numérique.

À propos de Ecobank Transnational Incorporated ('ETI' ou 'Le Groupe')

Ecobank Transnational Incorporated ('ETI') est la société mère du Groupe Ecobank, le premier groupe bancaire panafricain indépendant. Le Groupe Ecobank emploie environ 14 000 personnes au service de plus de 29 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers,

la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 33 pays africains. Le Groupe possède un agrément bancaire en France et dispose de bureaux de représentation à Addis Abeba en Éthiopie, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Beijing en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Émirats Arabes Unis. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires notamment les comptes bancaires et de dépôt, la ges-

tion de trésorerie, le conseil, les opérations de trading, la négociation des valeurs et la gestion de patrimoine. ETI est cotée en bourse sur plusieurs marchés boursiers, à savoir le Nigerian Stock Exchange à Lagos, le Ghana Stock Exchange à Accra et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières à Abidjan. Pour de plus amples informations, prière de consulter www.ecobank.com.

À propos des Middle

East & Africa Retail Banking Innovation Awards 2021

Les Middle East Africa Retail Banking Innovation Awards 2021, organisés par The Digital Banker, rendent hommage aux institutions bancaires de détail les plus remarquables du Moyen Orient et d'Afrique, ainsi qu'aux contributions individuelles exceptionnelles au secteur. Les prix sont des récompenses d'excellence et de distinction, attribuées à des acteurs exceptionnels, et visent à constituer des points de référence objectifs et impartiaux pour le secteur. Ils ont pour but de mettre à l'honneur les banques de détail, les banques de PME et les services de gestion de patrimoine les plus avant-gardistes au monde, qui définissent des normes et des capacités inégalées ceux qui transforment le secteur en établissant de nouvelles références notamment en matière de prestation de services, d'innovation numérique, de développement de produits, de paiements, de technologie et d'expérience client.



Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Togo / Gouvernance locale

Réhabilitation de 10 bâtiments administratifs communaux

Le Programme Décentralisation et Gouvernance Local (ProDeGoL) a réhabilité et rénové 10 bâtiments administratifs communaux dans dix communes du Togo. La cérémonie d'inauguration des ouvrages s'est déroulée le vendredi 29 octobre 2021 à Sotouboua une localité située à 288 Km au Nord de Lomé.

● Bernard AFAWOUBO

À Togo, le processus de décentralisation poursuit son petit bonhomme de chemin. Dix communes du pays ont bénéficié de l'appui du Programme Décentralisation et Gouvernance Local (ProDeGoL) qui a réhabilité et rénové dix bâtiments administratifs communaux de ces communes. D'un coût global de 2 millions d'euros soit de plus de 1,3 milliards de FCFA, les travaux de réhabilitation et de rénovation des bâtiments administratifs sont cofinancés par l'Union européenne et par le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et a été mis en œuvre par la Coopération technique allemande (GIZ), pour une durée de sept mois. Ces travaux ont permis d'améliorer la fonctionnalité des bureaux et le cadre d'accueil des usagers; de réaliser des extensions d'assurer une sécurisation des bâtiments et des réseaux, à travers une mise aux normes des installations (surtout électriques); d'améliorer ou de créer l'accessibilité des bâtiments communaux aux personnes à mobilité réduite précédemment quasi-inexistantes d'aménager des espaces de parking, ainsi que des installations sanitaires. L'attaché de cabinet du ministère en charge de l'Administration



territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires, Sim Kpohou, représentant le ministre Payadowa Boukpepsi, a, au nom du gouvernement remercié les partenaires techniques et financiers en général, la Coopération allemande et l'Union européenne en particulier. « Je voudrais joindre ma voix à celle des communes sœurs pour témoigner ma gratitude au ProDeGoL et à la GIZ pour ce joyau qui était dans un état de délabrement. Va travers cet ouvrage, les communes offriront aux populations un meilleur service. Je voudrais réitérer l'engagement de la Commune à en faire bon usage », a exprimé Gnanguissa Plibam, maire de la Commune Sotouboua I. « Mon équipe et moi sommes fières de participer à la réalisation des projets du processus de décentralisation », a affirmé Omnia Aboukorah-Voigt, cheffe de Programme ProDeGoL. Le programme

soutient le ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires et contribue au renforcement des capacités des administrations communales et des services fiscaux au niveau local ainsi qu'à l'amélioration des services de l'état civil au niveau local et national. Les dix communes qui ont bénéficié de ces ouvrages de réhabilitation et de rénovation sont entre autres Bassar 1 (hôtel de ville et annexe), Binah 1 (hôtel de ville), Ogou 1 (hôtel de ville et annexe), Tone 1 (hôtel de ville – bureau du citoyen – centre culturel), Kozah 1 (hôtel de ville et annexe), Oti 1 (hôtel de ville et centre culturel), Tchamba 1 (hôtel de ville – annexe direction des services techniques), Amou 1 (hôtel de ville et centre culturel), Yoto 1 (centre culturel) et Sotouboua 1 (hôtel de ville – annexe Etat civil – centre culturel).



Anti Covid-19 au Togo

Réception de 475 200 doses du vaccin Johnson & Johnson

Déterminé à protéger sa population contre la covid-19, le gouvernement togolais poursuit la mobilisation des vaccins. 475 200 doses du vaccin Johnson & Johnson ont été réceptionnées en début de soirée ce 1er novembre 2021 à L'AIGE par les autorités sanitaires et les partenaires.

● Vivien ATAKPABEM

Ce lot de 475.200 de vaccin Johnson & Johnson émane des 04 millions de doses commandées par l'Etat togolais à travers le mécanisme AVAT de l'Union Africaine. Le Togo avait déjà réceptionné 117.000 doses de Johnson & Johnson de cette même commande. Selon le ministre chargé de la santé, Pr MIJIYAWA, le Togo dispose actuellement de plus d'un million de doses de vaccin dans les centres de vaccination. Le risque de rupture de stock est ainsi éliminé et le défi aujourd'hui c'est la consommation effective de ces doses. Le Togo, qui était le premier pays africain à bénéficier de



doses de ce vaccin produit sur le continent, porte à près de 600 000 doses le nombre de vaccin Johnson & Johnson acquis à ce jour. Pour rappel, les vaccins Johnson & Johnson, avaient concerné les personnes âgées de 20 ans et plus, n'ayant reçu aucun autre vaccin contre

le Covid-19. Elles s'administrent en une seule dose de 0,5 ml par voie intramusculaire. L'objectif des autorités sanitaires étant d'accélérer la stratégie vaccinale déployée par le gouvernement, et qui doit permettre d'immuniser au moins 60% de la population cible.

Fonction publique

Le concours de recrutement général aura bel et bien lieu

Le concours de recrutement général dans la fonction publique pour le compte de l'année 2021 aura bel et bien lieu.

C'est ce qu'a indiqué mardi 2 novembre 2021, le ministre de la Fonction publique, du travail et du dialogue social, Gilbert Bawara à l'occasion d'une émission animée, mardi 02 novembre 2021 sur une radio de la place. « Nous avons pris beaucoup de temps pour préparer et organiser ce concours, parce que depuis 2009, il n'y a plus eu de concours de recrutement général dans la fonction publique. Et quand nous disons recrutement dans l'administration générale, cela signifie que presque toutes les institutions et services publics doivent être servis. Ce qui nécessite une étude d'évaluation des besoins à chaque niveau », a expliqué le ministre. Spécialement pour ce concours, les choses ne se feront plus comme avant. Le gouvernement annonce que chaque candidat composera dans son domaine avec des épreuves de



spécialités. « Avant, nous organisons ces concours avec des épreuves générales et ensuite, il y a une sorte d'affectation des agents admis dans l'administration. Mais cette fois-ci, nous avons décidé de se coller aux plus près des besoins des services. Donc, le concours sera en général dans ce sens que ce sont tous les services, institutions et administrations publiques qui sont concernées. Mais il y aura des épreuves différentes. », a fait savoir le ministre. Cette nouvelle dé-

marque dans le recrutement des agents de l'État, a-t-il expliqué vise non seulement la promotion de l'excellence dans la fonction publique, mais c'est également une manière de faire valoir la justice et l'équité sociale. Il faut rappeler que pour les cinq prochaines années, le gouvernement veut recruter 25 000 agents supplémentaires. La fonction publique compte actuellement un peu moins de 60 000 agents.

©AfreePress

Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : * L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. ** L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. *** Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. **** La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

	2015	2016	2017
Indicateurs du commerce extérieur			
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le cadre de l'opérationnalisation effective du Poste de Contrôles Juxtaposés (PCJ) de Noépé-Akanu et de la redéfinition du corridor Abidjan-Lagos,

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des

Opérateurs économiques qu'à compter du 1er novembre 2021, les opérations de dédouanement de marchandises en transit, au départ ou en provenance du Ghana à destination du Togo ou d'autres pays sont impérativement logées au Poste de Contrôles Juxtaposés de Noépé-Akanu.

Sont ainsi visées, les marchandises chargées dans les ports, usines, entrepôts ou autres installations similaires en provenance du Ghana.

Il en est de même du transit douanier de marchandises au départ ou en provenance du Togo à destination du Ghana ou d'autres pays.

En ce qui concerne le trafic des marchandises diverses achetées sur le marché ghanéen ou togolais communément appelées «acquit» les formalités de dédouanement sont domiciliées à la Division des Opérations Douanières de Kwadjoviakopé et au bureau de Douane de Ségbé.

Le Commissaire Général compte sur le civisme de tous pour le respect scrupuleux du présent avis.

Fait à Lomé, le 19 octobre 2021

P. Le Commissaire Général absent, p.i

Le Commissaire des Douanes et Droits Indirects, p.i

Kwawo A. K. ESSIEN

Notation

Moody's confirme la notation AAA de la BAD

Moody's Investors Service (« Moody's ») a confirmé la notation à long terme Aaa de l'émetteur à long terme et la notation senior non sécurisée de la Banque africaine de développement (BAD). Les perspectives restent stables.

● Nicole ESSO

Dans une note d'action de notation datée du 28 octobre 2021, Moody's a déclaré que les facteurs clés qui sous-tendent l'affirmation comprennent des coussins de fonds propres solides, combinés à une gestion des risques supérieure qui contiennent les défis associés à la faible qualité du crédit des actifs de développement dans un environnement d'exploitation difficile ; un très bon accès au financement qui soutient l'ample coussin de liquidité de la banque ; et un très fort soutien des actionnaires régionaux et non régionaux pour soutenir le mandat de développement de la Banque africaine de développement. "Les perspectives stables reflètent les attentes de Moody's selon lesquelles les coussins de capital et de liquidité de la Banque africaine de développement resteront conformes à ceux de ses pairs Aaa et que des pratiques prudentes de gestion des risques maintiendront les actifs non performants à des niveaux bas malgré un environnement opérationnel difficile", a ajouté la note. Les perspectives reposent également sur les attentes selon lesquelles les actionnaires de la Banque continueront à apporter un soutien substantiel, par le biais d'augmentations de capital régulières et, si nécessaire, d'un soutien au-delà des obligations contractuelles. La note commentait également la solide situation du capital de la Banque. « Après plusieurs années d'augmentation de l'endettement, le ratio d'endettement



de la BAD s'est légèrement amélioré pour atteindre 295 % en 2020, contre 298 % en 2019. Cela reflète la combinaison d'un rythme plus lent de croissance des prêts et des premières contributions versées dans le cadre de la dernière augmentation générale de capital, GCI. VII, qui a été approuvée par le conseil d'administration de la BAD en 2019. » Moody's s'attend à ce que d'autres contributions en capital libéré des actionnaires empêchent une détérioration de l'endettement au cours des prochaines années. Le coussin de liquidité de la banque est parmi les plus solides au sein du groupe de pairs noté Aaa, avec des actifs liquides couvrant 101% des sorties nettes de trésorerie sur un horizon de 18 mois. « En tant que l'un des principaux vecteurs d'investissement privé et d'objectifs de développement sur le continent africain, Moody's considère que la capacité et la volonté des actionnaires de la BAD de fournir un soutien sont très élevées, ce qui renforce la solidité financière intrinsèque de la banque. » Les pays membres non régionaux représentent 40 %

de la souscription au capital de la Banque, dont un certain nombre de souverains très bien notés comme les États-Unis (Aaa, stable), le Japon (A1, stable), l'Allemagne (Aaa, stable), le Canada (Aaa, stable) et la France (Aa2, stable), soulignant la capacité et la volonté des actionnaires à soutenir les objectifs de développement de la Banque africaine de développement. De plus, les actionnaires non régionaux de la Banque africaine de développement ont un historique de soutien démontré à l'institution au-delà de leur implication contractuelle continue, y compris un historique de solutions de capital appelables temporaires pour soutenir l'institution pendant des périodes particulières. Commentant la notation nouvellement nommée premier vice-président du Groupe de la Banque africaine de développement, Bajabulile « Swazi » Tshabalala a déclaré : « L'évaluation de Moody's reflète la solidité financière de la Banque africaine de développement, une institution résolument tournée vers l'orientation de l'Afrique vers une croissance durable. »

Mali

Le gouvernement de transition renforce son contrôle sur l'or

Le Mali a annoncé de nouvelles règles pour mieux contrôler l'extraction artisanale de l'or. Le pays prévoit d'exiger des permis pour les petits mineurs et créer 200 coopératives avec l'aide de la Banque mondiale dans le cadre d'une initiative visant à officialiser le commerce par des intermédiaires.

Ces avancées permettront au Mali d'augmenter sa production totale de 15%, selon le ministre des Mines, Lamine Traoré. Le pays nourrit le souhait de dépasser l'Afrique du Sud en tant que deuxième producteur du continent. « Nous pouvons passer du troisième producteur d'or au deuxième rang en Afrique », a déclaré Lamine Traoré. A noter que Bamako avait adopté un code minier entré en vigueur à la fin de 2020 qui avait établi des plans de refonte du secteur, sans



qu'aucune mesure n'ait été mise en œuvre. Selon les autorités locales, « le Mali perd jusqu'à 15 tonnes par an – soit environ 860 millions de dollars au prix d'aujourd'hui – de la production artisanale d'or qui est sortie clandestinement du pays. Ses taxes

à l'exportation favorables encouragent également les fournitures à entrer illégalement dans le pays avant d'être expédiées ». La production industrielle d'extraction d'or du Mali est estimée à 70 tonnes en 2021 et pourrait atteindre 80 tonnes dans les années à venir alors que le Mali officialise l'exploitation minière artisanale et que d'autres opérations sont mises en ligne, selon les chiffres officiels du ministère des mines.

Avec financialafrik.com

Combustibles fossiles africains

Le président Buhari plaide pour la levée de l'embargo sur les investissements

Le président nigérian, Muhammadu Buhari, a appelé les investisseurs énergétiques d'Europe des États-Unis à lever le moratoire sur les investissements dans les combustibles fossiles africains, lors de son intervention au sommet des Nations unies sur le climat à Glasgow (Écosse), qui s'est officiellement ouvert dimanche 31 octobre.

D'après le président Buhari, malgré la gravité du changement climatique, son pays a encore besoin du fonds pour les combustibles fossiles pour réussir à atteindre la neutralité carbone. Le Nigérian, dans une intervention intitulée « La crise climatique ne sera pas résolue en provoquant une crise énergétique en Afrique », a exprimé dimanche son opposition aux solutions énergétiques proposées, affirmant qu'elles peuvent alimenter l'instabilité. « Nous devons réfléchir attentivement à la question de savoir si notre intention de mettre fin à l'utilisation des combustibles fossiles si rapidement est aussi sage qu'elle en a l'air. Il n'y a pas une seule « balle verte » qui puisse être déployée en Afrique ou dans le monde qui résolve les préoccupations des écologistes tout en offrant simultanément le pouvoir d'alimenter l'espoir d'une plus grande richesse et d'un plus grand progrès pour le milliard de citoyens supplémentaires de notre avenir africain. », a déclaré le président. Muhammadu Buhari a appelé à la levée



du moratoire imposé sur les investissements dans les combustibles fossiles en Afrique, notant que le Nigeria s'était engagé à éliminer le torchage illégal du gaz d'ici 2030 – un sous-produit de notre industrie pétrolière – et à l'exploiter pour la production d'électricité. « Notre intention de mettre fin à la plus grande contribution du Nigeria aux émissions de gaz à effet de serre pourrait stagner sans elle. Pourtant, il n'y a pas de telles limites à l'investissement dans l'énergie au gaz naturel en Occident où elle est considérée comme une source d'énergie de transition », a-t-il ajouté. Par ailleurs, le président Buhari a invité les décideurs à prendre en compte l'avis

des pays africains dans toute prise de décision. « Il y a un accord à faire à la COP26, mais aucun sans l'accord des nations d'Afrique. Les avertissements climatiques que nous entendons. Nous les vivons, mais personne n'a le droit de nier l'avancement de notre continent ». Pour rappel, le sommet des Nations unies sur le climat de Glasgow a été reporté d'un an en raison de la Covid-19. Lors de ce sommet, qui durera deux semaines, les dirigeants devront faire une mise à jour sur les engagements qu'ils avaient pris dans le cadre de l'accord de Paris, en 2015, et relever leurs ambitions.

Avec financialafrik.com

Afrique

Le groupe Duval finance des projets d'investissement

Présent sur toute la chaîne de valeur du secteur immobilier, le groupe Duval mobilisera, avec le soutien du groupe Crédit Agricole, un fonds de 30 millions d'euros dédié à la microfinance et à l'investissement à impact sur le continent.

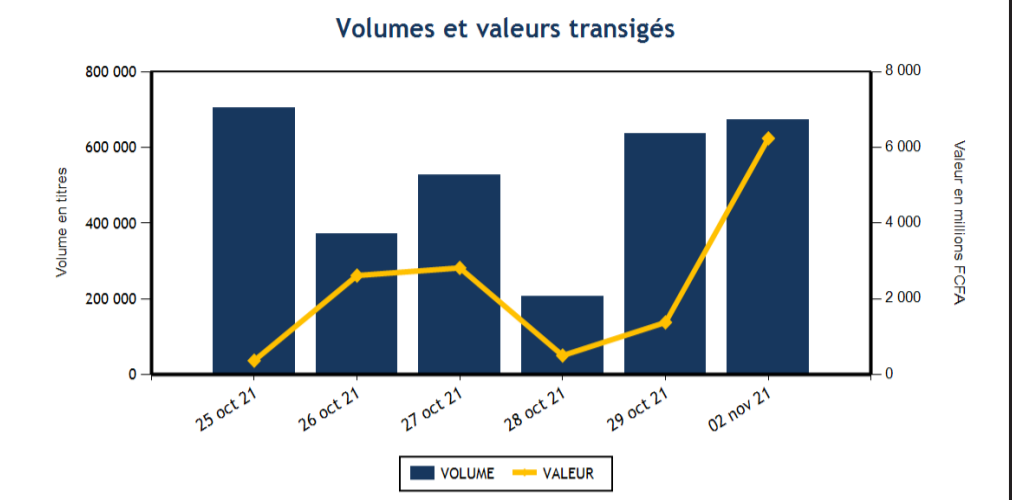
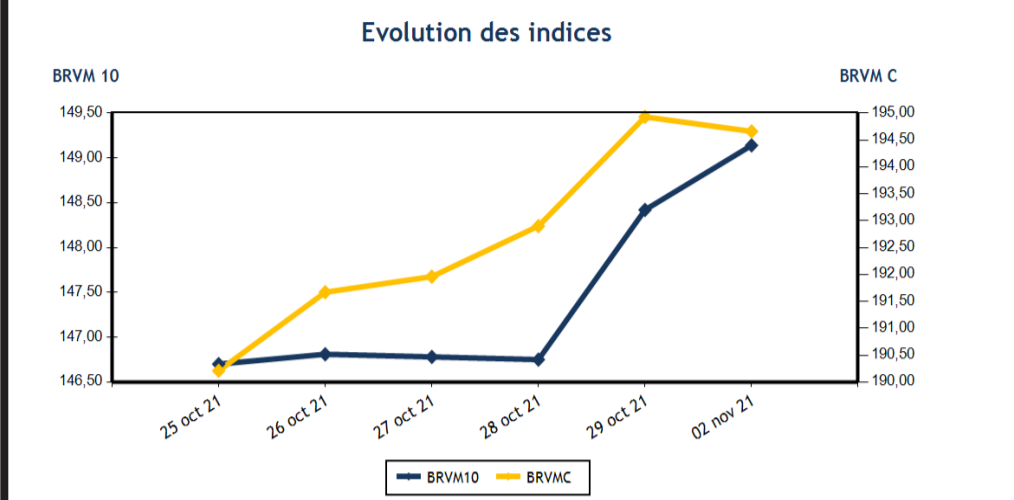
Le groupe Duval vient de mettre en place, avec le soutien du groupe Crédit Agricole, un prêt dédié à la microfinance et l'investissement à impact en Afrique d'un montant de 30 millions d'euros. Innovant dans sa forme, puisqu'il s'agit du premier prêt Corporate en format social fléché vers des projets d'investissement à impact, il permettra au Groupe Duval de financer des investissements et des opérations de croissance externe ou de refinancer des investissements déjà réalisés. La documentation du prêt est en ligne avec les Social Loan Principles qui encadrent l'utilisation des fonds, le processus de sélection et l'évaluation des projets, la gestion des fonds et le reporting. Les projets concerneront les thématiques liées au logement social, la microfinance et la micro-assurance, les investissements à impact environnemental et social, et l'accès à l'eau potable. Le groupe Duval est un groupe familial spécialiste de l'immobilier et

présent sur toute la chaîne de valeur de ce secteur à travers un modèle générateur de synergies entre ses métiers (foncière, promotion, gestion de fonds, assistance à maîtrise d'ouvrage, exploitation de résidences). Le groupe développe également un pôle d'exploitation, avec Odalys, numéro deux européen de l'hébergement touristique et de loisirs et Ugolf, leader européen de la gestion des parcours de golfs. Le groupe a également axé sa croissance sur la diversification, l'innovation et l'internationalisation, l'Afrique étant une des régions prioritaires de sa stratégie à l'international. « Nous tenons à saluer l'engagement sociétal du Crédit Agricole, qui partage avec notre groupe familial une attention singulière aux territoires et à l'innovation. Nous sommes convaincus que les partenariats vertueux comme celui-ci permettront de développer des projets entrepreneuriaux engagés, ayant un impact social et environnemental positif sur

le continent africain dans une logique responsable de long terme », déclarent Pauline Duval et Lydia Le Clair, directrices générales du groupe Duval. « Nous sommes très fiers d'avoir accompagné le groupe Duval, client historique du groupe Crédit Agricole dans cette transaction innovante, structurée en format Social Loan et dédiée à des projets d'Impact Investment en Afrique. Le groupe Duval a depuis longtemps engagé une démarche d'investisseur responsable, particulièrement sur le continent africain. L'impact social et environnemental attendu des projets soutenus entre en parfaite résonance avec les missions et valeurs du Crédit Agricole », ajoute Nathalie Sarel, Responsable Sustainable Banking pour les PME & ETI chez Crédit Agricole CIB. Crédit Agricole CIB est la banque de financement et d'investissement du groupe Crédit Agricole, 12e groupe bancaire mondial par les fonds propres Tier1 (The Banker, juillet 2021).

La Tribune Afrique

BRVM 10	149,14	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 210 mardi 2 novembre 2021 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	194,66
Variation Jour	↑ 0,49 %		Variation Jour	↓ -0,14 %
Variation annuelle	↑ 13,95 %		Variation annuelle	↑ 33,91 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 857 699 345 256	-0,14 %
Volume échangé (Actions & Droits)	172 747	-70,01 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 086 735 686	39,03 %
Nombre de titres transigés	42	-2,33 %
Nombre de titres en hausse	14	-22,22 %
Nombre de titres en baisse	15	25,00 %
Nombre de titres inchangés	13	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 097 260 924 471	0,03 %
Volume échangé	500 000	726,57 %
Valeur transigée (FCFA)	5 150 000 000	767,39 %
Nombre de titres transigés	1	-90,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-83,33 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SODE CI (SDCC)	4 480	7,31 %	49,83 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	545	6,86 %	136,96 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 185	6,28 %	229,17 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	2 050	5,94 %	65,32 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 900	4,26 %	33,33 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	126 000	-7,50 %	147,54 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	960	-7,25 %	60,00 %
NESTLE CI (NTLC)	4 890	-5,96 %	1 428,13 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	680	-4,23 %	240,00 %
SICABLE CI (CABC)	1 155	-3,75 %	14,36 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	98,24	-3,98 %	171,01 %	27 023	46 907 830	21,46
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	454,67	0,24 %	10,77 %	64 415	854 250 050	8,01
BRVM - FINANCES	15	71,71	0,24 %	19,54 %	44 710	95 288 771	14,30
BRVM - TRANSPORT	2	545,76	-2,14 %	44,12 %	20	45 000	9,10
BRVM - AGRICULTURE	5	251,76	0,27 %	190,92 %	11 245	51 802 210	16,09
BRVM - DISTRIBUTION	7	409,60	1,63 %	80,89 %	19 268	37 629 700	25,17
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	882,23	0,00 %	155,36 %	335	239 025	4,14
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	13,55	
Taux de rendement moyen du marché	6,13	
Taux de rentabilité moyen du marché	6,92	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	96	
Volume moyen annuel par séance	296 217,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 617 767 291,47	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	5,57	
Ratio moyen de satisfaction	71,03	
Ratio moyen de tendance	1 276,23	
Ratio moyen de couverture	7,84	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	1,48	
Nombre de SGI participantes	29	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

Chine

Pékin presse le patron d'Evergrande de régler l'ardoise

Pékin a demandé au patron du mastodonte immobilier, multimillionnaire, de prendre sur sa fortune personnelle pour sauver son entreprise, surendettée.

Pékin a demandé au patron d'Evergrande, le milliardaire chinois Xu Jiayin, de puiser dans sa fortune personnelle pour sauver son groupe ultra-endetté d'une éventuelle faillite, affirme l'agence Bloomberg. Le promoteur, l'un des plus gros de Chine, traîne une ardoise estimée à 260 milliards d'euros (quelque 277 milliards de francs). Sa situation financière est scrutée avec inquiétude car son effondrement éventuel pourrait freiner la croissance du géant asiatique. À la surprise des analystes, Evergrande a effectué vendredi un transfert de 83,5 millions de dollars (quelque 67,3 millions de francs), dont il aurait dû s'acquitter fin septembre pour un paiement d'intérêts. Le groupe avait également manqué un second versement de 47,5 millions de dollars. L'entreprise, qui dispose d'un délai de grâce d'un mois, a jusqu'à ce samedi pour honorer cette échéance, avant d'autres remboursements en fin d'année.

Faillite redoutée

Inquiètes des répercussions d'une éventuelle faillite d'Evergrande, les autorités chinoises ont pressé son patron d'utiliser ses deniers personnels pour atténuer la crise, écrit Bloomberg, qui ne précise pas ses sources. Xu



• Le géant de l'immobilier dispose d'un délai de grâce d'un mois pour régler ses dettes. Reuters

Jiayin était en 2017 l'homme le plus riche d'Asie, avec une fortune estimée à 45,3 milliards de dollars (39 mds d'euros au cours actuel). Depuis les déboires de son groupe, sa richesse a considérablement fondu pour atteindre 11,3 milliards de dollars, selon le classement des milliardaires Hurun, publié mercredi. Le mois dernier, des dizaines de propriétaires lésés, n'ayant pas reçu livraison de leur appartement, ainsi que des fournisseurs non payés, avaient manifesté devant le siège du groupe à Shenzhen (sud).

Mastodonte de l'immobilier

Les autorités craignent davantage d'agitation en cas d'effondrement du mastodonte de l'immobilier. Mal-

gré une tempête en septembre sur les marchés financiers, le pouvoir communiste n'a toujours pas dit clairement s'il se porterait ou non au secours de l'entreprise. Evergrande a toutefois annoncé cette semaine le redémarrage de certains chantiers qui avaient été mis à l'arrêt ces dernières semaines faute de liquidités. La mauvaise santé du groupe n'est qu'un des symptômes d'un secteur immobilier globalement grippé. Les prix des logements neufs sont ainsi en repli en Chine pour la première fois en six ans, dans un contexte de méfiance des acheteurs face au risque de faillite de plusieurs promoteurs. L'agence de notation Fitch a encore abaissé mercredi la note de solidité financière de l'un d'eux, Modern Land.

(AFP)

France

La croissance française reprend « au-delà des espérances »

L'Institut national de la statistique émet son estimation de la richesse nationale, qui frise le niveau d'avant-crise.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) français s'est élevée à 3% au troisième trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent, un niveau très élevé et dépassant les prévisions, qui permet à la richesse nationale de frôler son niveau d'avant-crise (-0,1%), a estimé vendredi l'Insee. «C'est un chiffre qui est au-delà nos espérances», a déclaré à l'AFP le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, le qualifiant de «résultat exceptionnel». Le chiffre de 3% de croissance est supérieur à toutes les estimations faites par les analystes et les institutions, l'Institut national des statistiques



• Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire. VQH

ayant lui-même prévu 2,7% dans sa prévision réalisée en septembre. Le PIB progresse de 3,0 % au troisième trimestre 2021 et revient à son niveau d'avant-crise. Avec la réouverture des secteurs liés aux loisirs et au tourisme, les dépenses de consommation

des ménages ont notamment fortement accéléré, gagnant 5% sur un trimestre, a précisé l'Insee. En revanche, la production de biens manufacturiers reste à 6% en dessous de son niveau d'avant-crise.

(AFP)

États-Unis

Plus de 20 millions d'Américains n'ont pas pu se payer le dentiste en 2020

Les programmes publics de santé pour les personnes à faibles revenus ne couvrent pas les soins dentaires. Résultat : 68% d'Afro-Américains et 61% de Latinos ne peuvent se les payer.

Gençives boursouflées, dents cariées, patients en souffrance, enfants qui n'osent pas sourire: c'est le quotidien de Roslyn Kellum, dentiste itinérante qui sillonne les États-Unis pour soigner les dizaines de milliers de personnes qui n'ont pas les moyens de payer des soins dentaires. «Ils choisissent entre soigner leurs dents et payer leurs factures, leur plein d'essence, leur nourriture ou leur loyer», explique la directrice de Mission of Mercy, une organisation caritative chrétienne qui offre des soins dentaires et médicaux gratuits aux Américains défavorisés dans plusieurs États. Le vaste plan de dépenses sociales du président Joe Biden incluait à l'origine le remboursement des soins dentaires pour les bénéficiaires du programme public de santé Medicare, destiné aux seniors et aux handicapés. Mais, face à la résistance de l'opposition républicaine et de certains élus démocrates, la proposition a été écartée du plan.

Plusieurs milliers de dollars pour un plombage

Les soins dentaires ne font pas partie de la couverture santé générale aux États-Unis. «Garder des dents dans votre bouche alors que vous vieillissez ne devrait pas être un luxe dans ce pays», a récemment dénoncé le sénateur progressiste indépendant Bernie Sanders. C'est pourtant le cas



• Des milliers d'Américains doivent se rendre chaque année à des cliniques dentaires itinérantes gratuites pour bénéficier des soins qu'ils ne peuvent s'offrir durant l'année, faute d'assurance, comme ici en Virginie de l'ouest en 2017. Getty Images via AFP

de nombreux Américains. Selon une étude récente de la fondation Kaiser Family, 24 millions d'Américains, soit près de la moitié des bénéficiaires de Medicare, n'ont pas de couverture dentaire. Les assurances privées peuvent être très coûteuses et les frais dentaires sont excessivement chers si les patients paient eux-mêmes: plusieurs centaines de dollars pour un contrôle de routine, et jusqu'à plusieurs milliers pour un plombage. Près de la moitié des patients Medicare ne sont pas allés chez le dentiste en 2020, souligne la fondation Kaiser. Ce taux est encore plus élevé parmi les minorités: il s'élève à 68% pour les Afro-Américains et 61% pour les Hispaniques.

Effets aussi psychologiques

L'autre programme public de santé pour les personnes

à faibles revenus, Medicaid, offre une couverture fragmentée. De nombreux États n'intègrent pas les soins dentaires et seulement 43% des dentistes font partie du programme. Au-delà de la douleur physique et des risques de complications sur l'état de santé général, avoir une mauvaise dentition a des effets psychologiques. Les enfants n'osent pas sourire ou s'exprimer en classe, les adultes ne trouvent pas de travail, notamment dans le secteur des services. «Quand les gens se font mettre des prothèses, voir leur fierté de pouvoir sourire, c'est déchirant», affirme Randi Abramson, responsable médicale pour Bread for the City. «Ils sont stupéfaits, ils ont plus confiance en eux, ils peuvent de nouveau sourire. Et ça fait une différence énorme dans la vie de quelqu'un», ajoute-t-elle.

(AFP)

France

Le marché automobile français plonge en octobre

Le ralentissement de l'activité économique couplé à la pénurie de semi-conducteurs se fait ressentir maintenant, après un semblant de rebond au début de l'année.

Le marché automobile français a baissé de 30,7% sur un an en octobre, la chute atteignant 37,3% par rapport à octobre 2019 avant la pandémie, selon des chiffres bruts du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) publiés ce lundi. Si le début de l'année 2021 avait été meilleur que le début 2020, paralysé par la pandémie de Covid-19, les chiffres de ventes sont à nouveau faibles depuis le mois de juin.

Effets en cascade

«Les effets du ralentissement des commandes et des retards de livraison liés à la



• Photo d'illustration. REUTERS

pénurie de semi-conducteurs s'accroissent», a commenté le cabinet AAdadata. Stellantis, fruit de la fusion de PSA (Peugeot, Citroën, DS et Opel) et de FCA (Fiat, Jeep, Alfa Romeo...) reste à la première place en octobre avec 34,5% du marché des véhi-

cules particuliers -périmètre excluant les utilitaires-, mais le groupe a perdu près de quatre points de part de marché avec des immatriculations baisse de 37,6% en un an.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Deuxième séminaire sur les opportunités d'affaires (e-BOS)	12- 13 octobre 2021	Virtuel	BOS@AFDB.ORG et F.BENYAHIA@AFDB.ORG
3ème forum économique et commercial Turquie-Afrique	Date : 21 et 22 octobre 2021	Istanbul Congress Center	http://www.turkeyafricaforum.org/fr/
Webinaire sur « Les partenariats public-privé et la crise du COVID-19 »	28 Octobre 2021	Virtuel	https://www.uneca.org
Forum sur le financement des engrais en Afrique orientale et australe	28 octobre 2021	Virtuel	https://www.afdb.org/en/affm
Les Rencontres Africa	05 au 07 octobre 2021	Lomé, Togo	https://rencontresafrika.org/
Conférence sur la politique foncière en Afrique, CLPA 2021	2 - 4 novembre 2021	Kigali, Rwanda	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/
2è édition de la Foire Commerciale Intra-Africaine (IATF 2021)	15 au 21 novembre 2021	Durban, Afrique du Sud	https://www.intrafricantradefair.com/
Forum des experts en planification énergétique en Afrique EMP-A	22 Novembre - 10 Décembre 2021	Virtuel	inquiries@optimus.community
36e Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et Experts (CIHFE) pour l'Afrique du nord	23 au 26 Novembre 2021	Marrakech, Maroc	https://www.uneca.org
Sommet sur l'énergie et l'économie	22 et 23 novembre 2021	Libye	https://ecotechquebec.com
Conférence économique africaine	2 au 4 décembre 2021	Cap Vert	https://www.africa.undp.org

HOROSCOPE finance

Bélier Votre situation financière se présentera sous les meilleurs auspices. Vous réussirez à maîtriser votre frénésie de dépenses tout en gérant efficacement vos ressources matérielles. Vous pourrez effectuer les transactions les plus profitables en ce moment.

Taureau Soyez attentif aux peaux de banane que l'on tentera de jeter sous vos pieds : vous y serez doublement vulnérable aujourd'hui. En affaires, ne faites pas de sentiment, et n'accordez votre confiance à personne.

Gémeaux Les questions financières deviendront une préoccupation majeure dans les foyers. L'état du budget familial sera donc un sujet sans fin de discussions avec votre conjoint. Vous risquez même de vous disputer violemment. Il serait sage de mettre au point ensemble une stratégie délimitant les responsabilités de chacun de vous deux.

Cancer Des bouleversements financiers imprévisibles pourraient vous faire perdre beaucoup d'argent. Aussi, si vous tenez absolument à spéculer, prenez au moins l'avis de spécialistes, qui vous éviteront peut-être des placements franchement hasardeux.

Lion Vous réfléchirez longuement avant d'opter pour tel ou tel mode de placement. Mais avant la fin de la journée, vous pourrez vous lancer dans une opération financière de grande envergure, engageant d'importants capitaux. Le climat astral vous secondera.

Vierge Vous aborderez aujourd'hui une période très positive sur le plan matériel. Avec Pluton en cet aspect, vous prendrez d'excellentes initiatives, et vous effectuerez de bonnes opérations financières.

Balance Prudence, prudence sur le plan financier ! Limitez vos dépenses, et évitez toute décision importante concernant un achat ou un placement par exemple. Mauvaise journée pour régler un problème de succession.

Scorpion Soyez à l'affût d'une excellente opportunité qui devrait se présenter à vous aujourd'hui. Il y a quelque chose de très avantageux pour vous en perspective ; mais il n'existe aucune indication astrale quant à sa nature exacte. Suspense !

Sagittaire Vous serez certainement amené cette fois à repenser votre budget. Quelques-uns d'entre vous prendront cette initiative d'eux-mêmes, mais la plupart devront mettre de l'ordre dans leur compte à la suite d'une alerte qui leur aura fait froid dans le dos.

Capricorne Les questions financières seront particulièrement intéressantes aujourd'hui. Vous saurez vous battre pour obtenir gain de cause, et aussi contourner les obstacles quand cela s'avérera nécessaire. Les contrats seront favorisés car vous saurez judicieusement défendre vos intérêts. Vous récolterez quelques gains confortables ; mais ce ne sera pas une raison pour jeter l'argent par les fenêtres ! Restez modéré, et gardez les pieds sur terre.

Verseau Vous aurez l'opportunité d'améliorer votre situation financière. Ce sera le moment de revoir vos placements ou d'envisager de nouveaux investissements. Ne signez rien à la légère.

Poissons La présence de Jupiter dans le secteur des finances laisse comprendre que vous allez percevoir aujourd'hui une somme d'argent inattendue. D'où viendra-t-elle ? Il n'y a aucune indication permettant de le deviner ! Mais qu'importe l'origine de cet argent !

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web: www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse: AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publicationKomlan KPATIDE
00228 90 05 05 08**Rédacteur en chef**Joël YANCLO
00228 97 78 79 07**Chef d'édition**

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

Direction commerciale

Madjé Wellida AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Giséle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES

(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGRES, CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS/EXPORTATEURS)

Dans le souci d'assurer un allègement fiscal sur la mise à la consommation des marchandises sous douane en souffrance en ces moments de pandémie de la COVID-19, et afin de décongestionner les Magasins et Aires de Dédouanement/Entrepôts pour inciter aux nouvelles commandes de fin d'année, il est institué une mesure de dépréciation des valeurs conformément aux dispositions de l'article 15 du Code des Douanes National.

Celle-ci couvre la période du 1^{er} octobre au 15 décembre 2021.

Le bénéfice de la présente mesure de dépréciation de la valeur de ces marchandises sous douane en souffrance dans les MAD, entrepôts, ..., est subordonné à une demande préalable marquée simplement par le dépôt du dossier du requérant auprès de la Compagnie Technique d'Evaluation et de Contrôle (COTEC).

I. CAS DES VEHICULES

Sont concernés par la présente dépréciation, les véhicules ayant plus de cinq (5) ans d'âge dans les conditions ci-dessous :

- Un taux de dépréciation de 25% pour les véhicules dont la date d'entrée aux Magasins et Aires de Dédouanement est comprise entre le 1^{er} janvier et le 15 décembre 2021 ;
- Un taux de dépréciation de 30% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020 ;
- Un taux de dépréciation de 35% pour les véhicules dont la date d'entrée est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019 ;
- Un taux de dépréciation de 40% pour les véhicules dont la date d'entrée est antérieure au 1^{er} janvier 2019.

II. CAS DES AUTRES MARCHANDISES

En ce qui concerne les autres marchandises en souffrance, une inspection préalable sera effectuée par les services des douanes afin de proposer pour chaque cas de figure, un taux de dépréciation approprié.

Les produits pétroliers ne sont pas concernés par la présente mesure de dépréciation.

III. CAS DES EPAVES ET AVARIES

La dépréciation de la valeur en douane des épaves et avaries tiendra compte du degré de dégradation ou d'avarie et sera effectuée par les services des douanes désignés à cet effet.

Il est demandé à toutes les personnes bénéficiant de la présente mesure de dépréciation de valeur, de faire valoir leur droit au plus tard le 31 décembre 2021 par la liquidation et le paiement effectif des droits dus.

Au-delà du 31 décembre 2021, tout accord de dépréciation obtenu n'ayant pas fait l'objet d'un faire-valoir de droit à la date limite mentionnée ci-haut est considérée comme nul et de nul effet.

La présente note de service prend effet à compter de la date de sa signature et prend fin le 31 décembre 2021.

Le Commissaire Général compte sur le civisme fiscal de tous pour la réussite de cette opération.

Fait à Lomé, le 1 octobre 2021
Le Commissaire Général

Philippe Kokou B. TCHODIE

Education au Togo**46 véhicules pick-up à la disposition des directions régionales**

En vue de renforcer les capacités opérationnelles des directions régionales de l'éducation, des inspections et du corps d'encadrement, le secteur de l'éducation du Togo a réceptionné 46 véhicules pick-up 4x4, le vendredi 29 octobre 2021.

● Bernard AFAWOUBO

Les autorités togolaises se sont engagées à faire du secteur de l'éducation l'une des priorités, ceci conformément à la feuille de route gouvernementale. Pour manifester cette volonté du gouvernement, une cérémonie de remise de 46 véhicules pick-up 4X4 au secteur de l'éducation s'est déroulée le vendredi 29 octobre 2021 à Lomé. En effet, ces véhicules, d'un coût global d'environ 800 millions FCFA, sont acquis par le gouvernement sur le budget d'investissement et d'Equipelement exercice 2021 et permettront de renforcer les capacités opérationnelles des directions régionales de l'éducation, des inspections et du corps d'encadrement. Ils serviront également aux directeurs régionaux de l'éducation et aux inspecteurs d'exécuter leurs missions qui sont entre autres les visites de classes et d'établissements. A en croire, le Professeur Komlan Dodzi Kokoroko, ministre des Enseignements, Primaire, Secondaire, Technique et de l'Artisanat, représentant la Cheffe du gouvernement, cette cérémonie de remise de 46 véhicules pick-up témoigne de l'engagement des plus hautes autorités du pays à faire du secteur de l'éducation l'une de leurs priorités de qualité et



ce conformément à la feuille de route gouvernementale et aux engagements politiques du Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé. « Cette cérémonie apporte une contribution utile à la qualité de l'enseignement, car l'encadrement facilité dans le cadre de notre République des territoires et des solidarités », a-t-il indiqué. Il a par ailleurs, en son nom et au nom de toute la communauté éducative exprimé ses sincères remerciements et gratitude à l'intention du Président de la République et de Madame le Premier ministre pour l'attention soutenue accordée au secteur de l'éducation. Avant de laisser entendre que « Quand l'école va, la République va et en toute espérance, espérons davantage des lendemains meilleurs et chantons pour l'école publique togolaise ». Pour sa part, Agbeko Sabah, direc-

teur régional de l'éducation du Grand-Lomé, a témoigné au nom des bénéficiaires sa gratitude au chef de l'Etat et à tout le gouvernement qui attache du prix au secteur de l'éducation. « Ces véhicules qu'on vient de réceptionner vont vraiment améliorer la qualité de l'enseignement parce que chaque jour que Dieu fait, les inspecteurs, le corps d'encadrement, les directeurs régionaux de l'éducation doivent se déplacer pour accomplir leurs missions », a-t-il laissé entendre. Cette cérémonie de remise s'inscrit dans un package global, notamment la gratuité des frais d'inscription, le recrutement des enseignants, la réforme des écoles de formation, la construction-réhabilitation des salles de classes, le dialogue autour de l'amélioration de la condition enseignante et la mise en disposition de la compensation financière au titre de la gratuité des frais d'inscription.

Sécurité alimentaire**Un plan d'action pour l'agriculture familiale au Togo**

La plateforme nationale de la promotion de l'agriculture familiale au Togo (PNA-FAT) ambitionne d'ici fin décembre de cette année, de doter le Togo d'un plan national pour l'agriculture familiale.

Arthur Zogan, secrétaire permanent de la plateforme nationale de l'agriculture familiale dévoile que ce plan d'action national va constituer un cadre de mobilisation de ressources et de compétences pour accompagner les petits producteurs et l'agriculture familiale dans le pays. "C'est un plan d'action qui va également mettre au cœur de toute action l'agriculteur lui-même en fonction de ses besoins multiformes. Parfois, l'agriculteur n'a pas seulement besoin qu'on l'aide en termes d'engrais, mais il a aussi besoin d'assurer la scolarité de ses enfants, d'avoir un cadre de vie plus ou moins acceptable. L'idée pour nous, c'est d'arriver à avoir un plan d'action qui identifie les problèmes et propose des solutions adaptées aux réalités vécues par ces agriculteurs", confie M. Zogan à agridigitale.net. L'agriculture familiale, c'est cette forme d'agriculture qui est beaucoup plus développée en milieu rural, où toute une famille a pour activité l'agriculture ou l'élevage et qui représente sa principale source de revenus. Bref, c'est une forme d'agriculture qui nourrit la majeure partie de la population. Il a fallu qu'un groupe d'acteurs se mobilise autour de cette agriculture familiale pour la défendre, faire des plaidoyers auprès



● Une agricultrice dans son champ au sud Togo (image AGD/D.A)

des différents Etats afin que ces derniers créent des politiques qui soient favorables à ces agriculteurs. "70% d'agriculteurs qui nourrissent près de 90% de la population mondiale sont pauvres ou pratiquent une agriculture familiale. Notre ambition à travers cette plateforme est de soutenir cette agriculture au Togo qui est d'ailleurs répandue partout dans le monde", souligne Arthur ZOGAN. Les Nations unies ont reconnu l'importance de cette agriculture en décrétant en 2014, l'année internationale de l'agriculture familiale pour amener les Etats à soutenir cette forme d'agriculture qui nourrit presque 90 % de la population mondiale. Au vu de son impact, une période de 10 ans a été même décrétée et baptisée la Décennie des Nations unies

pour l'agriculture familiale (2019-2028). Cette initiative mondiale été officiellement lancée en mai 2019 par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). A la suite de ce lancement, des cadres de concertation ont été créés dans les différents pays et au Togo, une plateforme nationale de l'agriculture familiale fut mise en place. La Décennie des Nations unies pour l'agriculture familiale (2019-2028) est mise en oeuvre dans plusieurs du monde. Il revient aujourd'hui à chaque pays de mettre en place un plan d'action pour mieux soutenir cette tranche de la population qui contribue énormément pour la sécurité alimentaire. Le Togo s'y met.

Avec agridigitale.net

Eglise évangélique presbytérienne**La diaspora propose une feuille de route de sortie de crise**

L'Eglise évangélique presbytérienne du Togo (EEPT), 125 ans, traverse l'un des moments les plus difficiles de son histoire. Elle est secouée par deux courants antagonistes. L'un reprochant à l'autre une gestion opaque et hasardeuse sur fond d'intérêts personnels.

La situation est devenue telle que le linge sale se lave en public. Dans cette confusion, la diaspora togolaise compte peser dans les recherches de solutions au litige. Elle vient de pondre une lettre, intitulée « Temps de la réforme : nécessité d'un retour aux sources véritables du protestantisme ». Dans cette lettre, la diaspora exhorte le clergé à faire profil bas tout en appelant à

la réconciliation. Dans cette correspondance adressée aux membres du Comité synodal, aux pasteurs, catéchistes, presbytres, aux hommes, aux femmes et aux jeunes membres de l'EEPT, la diaspora rappelle que « c'est en effet une première, cette situation où une crise interne à l'EEPT se déballe sur la place publique », se demandant « de quelles organisations et structure d'auto-



rité dispose-t-on pour que la crise échappe à la maîtrise et à la sagesse évangélique ?

Où sont passées les vertus de l'humilité et du dialogue ». L'heure, selon elle, doit être à

la réconciliation. « Pour cette édition de la réformation qui voit s'ouvrir devant nous les préparatifs de la pastorale et du synode, nous invitons le corps pastoral, le Bureau exécutif et le Comité synodal à œuvrer pour la réconciliation selon les paroles de Paul ». Une réconciliation qui doit nécessairement passer par, recommande-t-elle, la reconnaissance des « erreurs », suivie de la confession, du

« pardon ». Il est primordial que la « vérité évangélique » éclate pour un nouveau départ sur des bases saines. Au Togo, l'EEPT est une institution centenaire. Elle est depuis quelques années plombée par des gestions approximatives d'une partie de ses dignitaires, devenus au fil des années des pasteurs vénaux.

Avec icilome.com

Baromètres Togo

Principaux pays partenaires	
Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	
	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles
https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance



UNE PREMIÈRE AU TOGO - TOGOCOM DÉPLOIE LA FIBRE DANS PLUSIEURS VILLES EN RÉGIONS



Lomé (Togo), 12 Octobre 2021 – TOGOCOM, l'opérateur global des solutions de téléphonie fixe et mobile au Togo innove et apporte la Fibre jusque chez l'abonné en régions.

Offrir le meilleur de l'Internet à tous et permettre la démocratisation numérique de notre pays, essentielle à son développement économique et social, est une priorité chez TOGOCOM.

Depuis quelques semaines, et pour répondre à cet objectif majeur, TOGOCOM a lancé **une opération de grande envergure** en offrant aux principales villes en régions à savoir **Kara, Dapaong, Cinkassé, Sokodé, Aného et plus récemment Atakpamé, l'accès au Très Haut Débit grâce à la Fibre Togocom**, désormais disponible dans les différentes régions du Togo.

TOGOCOM améliore sensiblement sa couverture et permet aux populations concernées de profiter de l'Internet Très Haut Débit, dans des conditions optimales d'utilisation, **en termes de vitesse et de fiabilité**.

Au-delà du confort d'utilisation qu'elle apporte, la Fibre Togocom est essentielle à notre pays comme **vecteur économique, social ou éducatif** qui lie chaque acteur sur le territoire national que ce soit les particuliers ou les entreprises.

Grâce à cette innovation, TOGOCOM participe activement au développement économique, culturel, social et éducatif de notre pays grâce à l'Internet à travers cette technologie de dernière génération. Le désenclavement des régions les plus lointaines favorise ainsi les échanges locaux et internationaux, en offrant à tous, un accès égalitaire à la technologie numérique et aux innovations d'aujourd'hui et de demain. Telles sont les missions prioritaires de TOGOCOM qui s'investit, chaque jour, pour apporter les meilleures solutions à des millions de togolais sur l'ensemble du territoire national.

Rappelons que TOGOCOM propose une panoplie d'offres pour couvrir les différents besoins d'accès à l'Internet Haut Débit et Très Haut Débit à partir de 25.000 F CFA/mois. L'offre souscrite par le client est un package qui comprend le modem Wifi et l'accès à Internet Très Haut Débit caractérisé par la vitesse de connexion.

Acteur majeur dans la fourniture des produits et services de communication électroniques sur le marché, TOGOCOM, accompagne une multitude de sociétés, organisations, associations dans leur choix des solutions fiables et sur-mesure des produits et services numériques.

Paulin Alazard, Directeur Général TOGOCOM

« TOGOCOM est le premier opérateur au Togo à apporter la fibre optique en régions. La Fibre Togocom est aujourd'hui disponible dans les villes de l'intérieur à Kara, Dapaong, Cinkassé, Sokodé, Aného et Atakpamé. C'est une grande avancée pour la transformation digitale du Togo. »